

OCCITANIE / CHRONIQUES

LE GRAIN DE SEL DE JACK DION

La violence sociale, ce n'est pas du cinéma



Jack Dion est journaliste, directeur adjoint de la rédaction à Marianne.

● La vengeance est un plat qui se mange froid, dit-on. Pour en fournir la preuve, la justice (ou ce qui en fait office) a confirmé en appel la condamnation de plusieurs salariés d'Air-France, quasiment tous membres de la CGT, à des peines de prison avec sursis, comme pour de vulgaires voyous. Pour ceux qui l'auraient oublié, c'est la suite de l'affaire de la chemise arrachée du DRH d'Air-France, le 5 octobre 2015. A l'époque, certains éditorialistes portant leur morale à la boutonnière en avaient profité pour traîner dans la boue des syndicalistes assimilés à des délinquants.

Certes, les faits sont regrettables. Mais les débordements de l'époque n'ont fait que refléter l'atmosphère détestable régnant à l'intérieur d'une entreprise dont le seul intitulé devrait symboliser une certaine idée du dialogue social, même si l'Etat ne dispose plus que d'un strapontin situé au fond de l'appareil. On a pu le vérifier lors du récent référendum organisé par le PDG, Jean-Marc

Janaillac, obligé de faire ses valises avec avoir pris le résultat dans la figure tel un boomerang. La fronde de 2015 n'était que le signe annonciateur de la colère montante contre la (vraie) violence sociale – celle que les bonnes âmes ne veulent pas voir, alors qu'ils sont les premiers à se lancer dans la leçon de vertu dès que les salariés s'opposent au rouleau compresseur de l'humiliation permanente.

Ignorer cette réalité relève d'une vision Bisounours de l'entreprise. Si la lutte des classes n'est plus ce qu'elle était, elle n'en imprègne pas moins les rapports sociaux, à Air France comme ailleurs. Stéphane Brizé en a fait la trame de son film coup de poing *En guerre*, inspiré du conflit chez Continental, il y a quelques années, qui avait donné lieu aux mêmes emballements verbaux.

Dans cette histoire d'une entreprise vouée à la fermeture par sa direction allemande, sans autre logique que celle du profit maximum pour les actionnaires, les salariés vont voir toutes les portes auxquelles ils frappent leur claquer au nez. La direction est incapable de justifier le choix

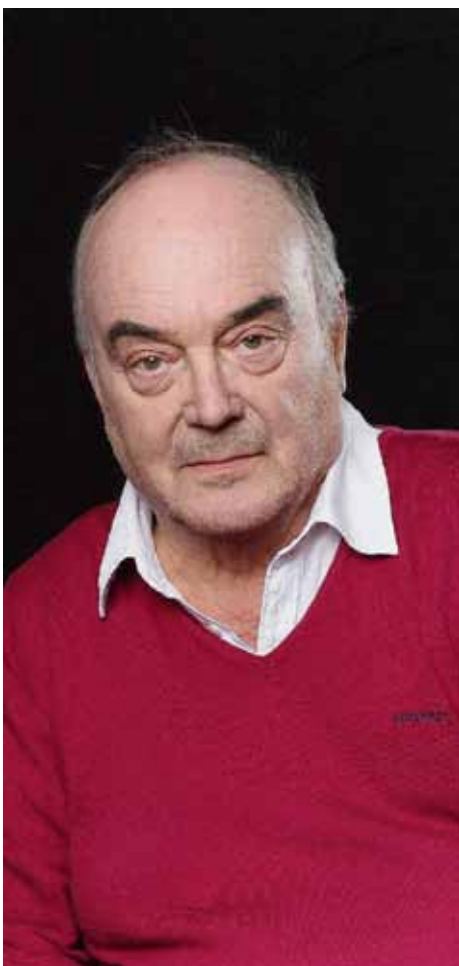
imposé de l'étranger. Le ministère concerné se réfugie dans une langue de bois digne du Macronisme pontifiant. Enfin, quand il daigne recevoir les représentants des salariés, le PDG leur explique sans excès de délicatesse qu'ils peuvent aller se faire voir à Pôle Emploi et qu'il n'est pas question de les aider à trouver un accord avec un repreneur qui deviendrait un futur concurrent. Fin de la plaisanterie.

Alors éclate une colère spectaculaire et incontrôlée, qui s'exprime avec la même rage qu'à Continental, à Air France et dans toutes ces entreprises où, à force d'être considéré comme des pions, les employés explosent. Ces derniers n'en deviennent pas pour autant l'équivalent des Blacks Blocs, ces enfants de bourgeois qui finiront comme Daniel Cohn-Bendit, passé des pavés de Mai 68 aux palais médiatiques. On ne mélange pas les choux et les carottes, les vrais révoltés et les apprentis casseurs.

Victor Hugo a écrit : « La République affirme le droit et impose le devoir ». Quand elle affirme l'injustice, elle récolte la tempête.

LA CHRONIQUE INTERNATIONALE DE JOSÉ FORT

De Rome à Caracas



José Fort est journaliste à l'Humanité.

● L'Italie s'apprête à se doter d'un nouveau gouvernement dirigé par Giuseppe Conte et ce qui se trame à Rome inspire l'inquiétude.

Les populistes du Mouvement 5 étoiles ont conclu une alliance avec la Ligue du Nord, une organisation qui transforme en doux agneaux Mme Le Pen et ses amis du Front national. Le Mouvement 5 étoiles (M5S) qui a remporté plus de 30% des suffrages aux élections du mois de mars dernier, et la Ligue du Nord arrivée en tête des formations de droite sont incontestablement le fruit de la crise politique et économique. Pas seulement.

Le doigt d'honneur, dont le M5S a fait son symbole, adressé à la classe politique, aux journalistes et aux institutions européennes, a servi d'exutoire à la colère de millions d'électeurs exaspérés de supporter l'essentiel de l'afflux des malheureux fuyant la guerre et la faim. Quant à la Ligue, elle a boosté une droite toujours prête à aboyer sur l'étranger ou les « assistés » du Sud.

Les anciennes formations politiques qui ont longtemps gouverné l'Italie portent une lourde responsabilité dans la situation avec une croissance atone, un chômage élevé et des scandales de corruption en série liés à l'omniprésence de la Mafia. Un bilan calamiteux qui a réduit en miettes la confiance de la population à l'égard des dirigeants.

Résumons-nous. Le M5S peut être

comparé à un bus qui, au premier arrêt, fait monter à bord des voyageurs de gauche puis qui, à la station suivante, s'arrête pour recueillir des passagers de droite ou d'extrême droite, devenant ainsi le véhicule de ramassage de la protestation antipolitique.

Quant au programme commun des populistes du M5S et des fascistes de la Ligue, il fait craindre le pire. Premières décisions annoncées : interdiction aux francs maçons d'exercer des responsabilités dans l'appareil d'Etat ; mesures « drastiques » concernant les immigrés avec des dispositions « fortes » menées par le nouveau ministre de l'Intérieur, le chef de la Ligue du Nord. Le gouvernement qui se met en place à Rome est xénophobe, islamophobe et ultra libéral.

L'Europe est bien malade. En Autriche, en Hongrie, en Pologne aujourd'hui en Italie des forces d'extrême droite participent à la direction des affaires de ces pays.

Alors que des forces fascistes s'installent à nos portes, l'Union européenne préfère regarder du côté de Caracas. La réélection de Nicolas Maduro à la présidence du Venezuela avec une forte majorité et un taux d'abstention record provoque des crises d'urticaire. On s'étouffe à Washington, on se scandalise à Bogota, à Brasilia, à Lima et dans plusieurs autres capitales de la région bien connues pour le non respect des scrutins et des élections truquées. Malheureusement, l'Union européenne et la France officielle s'alignent sur la pire réaction nord et latino

américaine alors que les observateurs internationaux sur place soulignent le bon déroulement de la présidentielle.

Proportionnellement, Maduro obtient plus de voix que Macron élu par 1 Français sur 8. Quant à M. Trump, il préside un pays où un électeur sur trois ne vote jamais.

Le « noyau dur » du chavisme qui a toujours oscillé entre 5 et 6 millions de suffrages reste intact tandis que l'abstention concerne essentiellement l'opposition. La pression de la guerre économique sur Caracas et les sanctions euro-américaines se heurte à une fibre historique de résistance populaire. A tel point que dans l'opposition vénézuélienne certains critiquent la « contre productivité » des agressions à répétition contre le pouvoir chaviste.

Nicolas Maduro et ses amis ont du pain sur la planche. Comme l'écrit Atilio Boron, écrivain et politologue argentin, ami des chavistes, « il est nécessaire de corriger sérieusement le tir pour éviter que les difficultés des gens se transforment en déception. Il faut se concentrer sur les tâches immédiates. Si ces efforts échouent, le gouvernement de Nicolas Maduro pourrait être sérieusement affaibli et la stabilité entrerait dans une zone de danger. »

Il faut choisir son camp les yeux grands ouverts : au moment où les Vénézuéliens doivent affronter les pires coups tordus de Trump avec la complicité de l'Union européenne et de Macron, une prise de distance avec la solidarité anti impérialiste ne serait pas une erreur. Ce serait une faute.

Retrouvez toute l'actualité dans

la Marseillaise